

**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 97 — 2726

[S - C - 97/29415]

14 OCTOBRE 1997. — Arrêté du Gouvernement portant approbation du contrat de gestion de la Radio-Télévision belge de la Communauté française (R.T.B.F.)

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 et notamment son article 9, alinéa 2;

Vu le décret du 14 juillet 1997 portant statut de la Radio-télévision belge de la Communauté française et notamment ses articles 3, 8, 9 et 31;

Vu l'arrêté du 14 juillet 1997 fixant la date d'entrée en vigueur des articles 33 et 36 du décret du 14 juillet 1997;

Vu l'avis de la commission paritaire de la R.T.B.F. du 9 octobre 1997;

Vu la délibération du Conseil d'administration du 10 octobre 1997;

Vu l'urgence, considérant que le contrat de gestion doit être conclu pour le 14 octobre 1997;

Vu la délibération du Gouvernement du 13 octobre 1997;

Sur proposition de la Ministre-Présidente en charge de l'audiovisuel,

Arrête :

Article 1^{er}. Le contrat de gestion, tel que joint au présent arrêté, est approuvé.

Art. 2. Le contrat de gestion entre en vigueur à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 3. M. Henri Ingberg et M. Jean-François Raskin sont désignés en temps que commissaires du Gouvernement.

Art. 4. Les dispositions suivantes sont abrogées :

— l'arrêté royal du 9 août 1979 relatif aux émissions de radio et de télévision confiées par la R.T.B.F. à des associations et fondations (*Moniteur belge* du 22 septembre 1979);

— l'arrêté de l'Exécutif du 21 novembre 1989 fixant des règles particulières quant à l'utilisation de certaines ressources et à l'insertion de la publicité commerciale dans les programmes télévisés de la R.T.B.F. (*Moniteur belge* du 6 février 1990);

— l'arrêté de l'Exécutif du 3 mai 1991 fixant des règles particulières quant à l'utilisation des ressources en provenance de la publicité à la radio et à l'insertion de la publicité commerciale dans les programmes de radio de la R.T.B.F. (*Moniteur belge* du 7 juin 1991);

— l'arrêté de l'Exécutif du 31 août 1989 fixant un plafond pour certaines ressources de la R.T.B.F. (*Moniteur belge* du 10 septembre 1989);

— l'arrêté de l'Exécutif du 18 décembre 1991 fixant les modalités de la répartition des revenus de la R.T.B.F. en provenance de la publicité commerciale au profit de la presse écrite (*Moniteur belge* du 26 mars 1992);

— l'arrêté de l'Exécutif du 25 juillet 1983 portant approbation des fonds financiers de la R.T.B.F.;

— l'arrêté de l'Exécutif du 26 juillet 1990 fixant les règles relatives à la présentation des budgets et à la comptabilité à la R.T.B.F. (*Moniteur belge* du 9 novembre 1990);

— l'arrêté de l'Exécutif du 11 mai 1993 portant désignation du commissaire du Gouvernement de la R.T.B.F.,

— l'arrêté du Gouvernement du 18 septembre 1995 portant désignation du délégué du membre du Gouvernement ayant les finances dans ses attributions auprès de la R.T.B.F.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Bruxelles, le 14 octobre 1997.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente,
Mme L. ONKELINX

CONTRAT DE GESTION R.T.B.F.

Préambule

La Radio-Télévision belge de la Communauté française (en abrégé, R.T.B.F.), entreprise publique culturelle autonome, constitue la radio-télévision de service public de la Communauté française de Belgique, et de tous ceux qui s'y rattachent par la langue ou la culture. A ce titre, elle aspire à rassembler les publics les plus larges, tout en affirmant sa personnalité par une offre de programmes spécifiques, fondée sur les principes suivants :

— l'Entreprise remplit la mission de service public que lui assigne le décret du 14 juillet 1997, portant statut de la R.T.B.F.;

— l'Entreprise s'engage ainsi notamment à :

a) produire, coproduire, acquérir, programmer et diffuser des émissions de radio et de télévision fédératrices, destinées au grand public comme aux publics minoritaires, sans discrimination, notamment culturelle, raciale, sexuelle, idéologique, philosophique ou religieuse et sans ségrégation sociale liée notamment à l'âge ou au pouvoir d'achat. Elle veillera à privilégier la production et la coproduction de ces émissions.

b) offrir dans ses programmes, un accès, à tout ce qui fait l'événement, qu'il s'agisse notamment des grands directs d'actualité, des rencontres sportives majeures, des œuvres cinématographiques et des manifestations culturelles marquantes;

c) contribuer au renforcement des valeurs sociales notamment par une éthique basée sur le respect de l'être humain et du citoyen;

d) provoquer, chaque fois que possible, dans ses programmes, le débat et à clarifier les enjeux démocratiques de la société;

e) être une référence en matière de qualité technique, professionnelle, artistique et culturelle;

f) créer et entretenir, dans la mesure décrite au présent contrat, avec l'ensemble des acteurs du secteur de la communication et de la culture, un ensemble de synergies;

g) accomplir un effort significatif de création en favorisant la réalisation de productions originales qui s'attachent notamment à mettre en valeur le patrimoine de la Communauté française de Belgique et illustrent ses spécificités régionales;

h) diffuser, tant en radio qu'en télévision, des émissions qui s'efforcent de favoriser l'intégration et l'accueil des populations étrangères vivant en Communauté française de Belgique.

— L'Entreprise s'engage à dépasser, chaque fois que les ressources techniques et financières effectivement disponibles le permettent, les objectifs qualitatifs et quantitatifs du présent contrat de gestion.

— L'Entreprise veille à ce que les activités ne relevant pas de sa mission de service public ne portent pas préjudice à la bonne exécution de celle-ci telle que définie dans le présent contrat de gestion.

CHAPITRE Ier. — Programmes de radio et télévision. Règles générales

Article 1^{er}. L'Entreprise diffuse au moins :

a) en radio : — une chaîne originale généraliste, deux chaînes originales généralistes proposant notamment des programmes destinés spécifiquement à la région bruxelloise et à la Région wallonne et deux chaînes thématiques, sauf décrochages ou collaborations permettant de répondre de manière équivalente aux demandes du public.

b) en télévision : — un programme généraliste et un programme généraliste ou thématique.

L'Entreprise diffuse au moins en télévision, en moyenne journalière calculée par année civile, 7 heures d'émissions réalisées en production propre ou coproduction.

Art. 2. Dans un souci de décentralisation, l'Entreprise diffuse, tant en radio qu'en télévision, des programmes produits par les centres régionaux de production qui sont attentifs, dans ces programmes, à mettre en valeur l'identité des régions.

En télévision, l'Entreprise confie, en moyenne annuelle calculée sur des périodes de trois ans, la production d'au moins 75 % des programmes qu'elle produit dans le cadre de l'application de l'article 1^{er}, b, à ses différents centres de production régionaux. Les journaux d'information générale sont exclus du calcul de la production totale de l'Entreprise. Celle-ci veille cependant à assurer une participation active des Centres de production régionaux à la production de ces journaux.

En radio, l'Entreprise confie la production d'au moins trois quarts des programmes qu'elle produit dans le cadre de l'application de l'article 1^{er}, a, à l'exclusion des programmes de la chaîne thématique qu'elle désigne, à ses différents centres de production régionaux.

Art. 3. § 1^{er}. En application de l'article 19bis du décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel, tant en radio qu'en télévision, l'Entreprise est autorisée à diffuser des programmes au moyen de signaux codés et à subordonner leur réception à un paiement.

Cette diffusion se fait sans préjudice du service universel permettant d'assurer l'accès, à des conditions respectant le principe d'égalité entre les usagers, à tous les programmes généraux et thématiques correspondant à la mission de service public, visés à l'article 1^{er}, a et b.

§ 2. De plus, en application de l'article 19quater du décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel, l'Entreprise est autorisée à utiliser le câble pour offrir d'autres services que les programmes de télévision et radio pour d'autres genres de services que les programmes sonores ou les programmes de télévision à l'intention du public en général ou d'une partie de celui-ci.

Ces services peuvent prendre la forme de signaux codés en tout ou partie. Leur réception peut être subordonnée à un paiement.

Art. 4. L'Entreprise veille à se conformer au code déontologique relatif à la diffusion d'émissions télévisées comprenant des scènes de violence, tel que ratifié par son conseil d'administration le 10 mai 1993.

Elle s'engage à avertir les téléspectateurs lorsqu'elle programme des émissions susceptibles de heurter leur sensibilité et particulièrement celle des enfants et des adolescents.

CHAPITRE II. — Emissions d'information

Art. 5. L'Entreprise diffuse et produit des émissions d'information d'actualité générale, internationale, européenne, fédérale, communautaire, régionale et locale.

Art. 6. A cette fin, l'Entreprise produit et diffuse quotidiennement au moins les journaux d'information distincts suivants :

a) En télévision :

— un journal d'information régionale, du lundi au vendredi au minimum;

— deux journaux d'information générale;

b) En radio :

1° dix-huit journaux ou séquences d'information générale par jour sur un programme généraliste;

2° cinq journaux ou séquences d'information générale et cinq journaux d'information régionale du lundi au vendredi au minimum sur au moins deux des programmes thématiques ou généralistes autres que celui visé au 1° et visés à l'article 1^{er}, a.

L'Entreprise veille par ailleurs, à mettre à disposition du public une information portant sur l'ensemble de la Wallonie, d'une part, et de Bruxelles, d'autre part.

Art. 7. En télévision, l'Entreprise diffuse au moins 3 000 minutes en moyenne annuelle de débats et entretiens d'actualité.

En radio, l'Entreprise diffuse au moins 6 000 minutes en moyenne annuelle de débats et entretiens d'actualité.

CHAPITRE III. — *Emissions électorales*

Art. 8. Tant en radio qu'en télévision, lors des élections européennes, fédérales, régionales et communautaires, provinciales, communales, l'Entreprise diffuse, selon des modalités déterminées par le conseil d'administration, un dispositif d'émissions spécifiques.

En télévision ce dispositif comprendra au moins :

- a) une émission spéciale exposant les enjeux politiques, économiques et sociaux de ces élections;
- b) des émissions d'information ou de débat la quinzaine qui précède le scrutin;
- c) une émission présentant les résultats.
- d) des tribunes attribuées aux formations concernées.

L'Entreprise accordera par ailleurs une attention particulière aux élections sociales et attribuera, s'il y a lieu, des tribunes.

CHAPITRE IV. — *Emissions culturelles, scientifiques et d'éducation permanente, magazines, documentaires*

Art. 9. Tant en radio qu'en télévision, l'Entreprise diffuse, selon des horaires adéquats, et dans un volume arrêté annuellement par le conseil d'administration, des émissions régulières d'information, de sensibilisation et de promotion culturelle ainsi que des spectacles vivants, des émissions consacrées notamment à l'expression littéraire, au théâtre, à la musique, à la danse, à l'Histoire, au cinéma, aux arts plastiques et de la scène ainsi qu'à toute forme d'expression artistique et aux faits de société, et des émissions dialectales.

La diffusion de ces émissions tiendra compte des publics ciblés, mais aussi du droit à l'information culturelle d'un très large public.

Art. 10. L'Entreprise diffuse ou produit notamment :

1. En télévision, des spectacles musicaux, lyriques, chorégraphiques et dramatiques, en priorité ceux produits en Communauté française. Le nombre de ces spectacles, qui ne peut être inférieur à douze par an, est fixé annuellement par le conseil d'administration de l'Entreprise.

Une attention particulière est réservée aux diverses formes d'expression contemporaine.

En outre, une émission mensuelle est consacrée aux diverses formes d'expression musicale.

Des émissions ou séquences régulières sont consacrées à la promotion de la littérature.

2. En radio, un programme réservé à toutes les musiques anciennes, classiques ou contemporaines. Une attention particulière sera réservée dans les programmes au patrimoine musical de la Communauté française et aux musiques du monde. Un minimum de deux cents concerts ou spectacles musicaux ou lyriques sont diffusés par an.

3. L'Entreprise veille à conclure avec le plus grand nombre d'institutions ou associations culturelles relevant de la Communauté française ou subsidiées par celle-ci, des accords de promotion réciproques lorsque l'autorisation de diffusion d'œuvres dont ces institutions détiennent les droits, est accordée à la R.T.B.F. à des conditions préférentielles ou gratuitement.

Art. 11. Tant en radio qu'en télévision, l'Entreprise diffuse et produit régulièrement dans un volume arrêté annuellement par le conseil d'administration, des émissions d'éducation permanente, en vue de contribuer notamment à la formation, l'éducation, l'information des consommateurs, la sensibilisation à l'environnement et au cadre de vie, l'éducation à la santé, la compréhension de la vie sociale, politique et économique, l'information des jeunes, l'éducation aux médias et la vulgarisation scientifique.

Art. 12. En exécution de l'article 3 du décret du 14 juillet 1997, l'Entreprise crée en son sein une commission dont la mission est de créer et développer des synergies avec l'ensemble des acteurs du secteur de la communication et de la culture de la Communauté française.

Elle comptera parmi ses membres des représentants des secteurs concernés.

Art. 13. Dans son rapport sur l'exécution du contrat de gestion, l'Entreprise attache une importance particulière à la présentation des données relatives aux articles 9 à 11.

A cet effet, elle complète les données d'audiences existantes par une réflexion qualitative et circonstanciée permettant de mieux apprécier la portée des émissions culturelles et éducatives par rapport aux publics auxquels elle ont été destinées.

CHAPITRE V. — *Emissions de divertissement*

Art. 14. Tant en radio qu'en télévision, dans les émissions consacrées aux variétés, l'Entreprise s'attache à donner une place significative à la chanson d'expression française et à présenter et mettre en valeur les artistes de la Communauté française, en particulier les nouveaux talents.

Ainsi, en radio, l'Entreprise diffuse au moins 30 % de musique sur des textes francophones. Elle diffuse à concurrence d'au moins 15 % de ce pourcentage des œuvres musicales de compositeurs, d'artistes-interprètes ou de producteurs de la Communauté française.

Dans les émissions de jeu, l'Entreprise s'attache à mettre en valeur l'imagination, l'esprit de découverte ou les connaissances des candidats.

CHAPITRE VI. — *Œuvres cinématographiques et de fiction télévisée*

Art. 15. En télévision, l'Entreprise diffuse, des œuvres cinématographiques et de fiction télévisées de long, moyen et court métrage. Elle propose notamment des œuvres récentes et de qualité, en particulier d'auteurs, de producteurs et de petites et moyennes entreprises de distribution de la Communauté française ou interprétées par des artistes - interprètes de la Communauté française.

Art. 16. L'entreprise diffuse régulièrement et au moins quarante fois par an, des émissions de type "Ciné club", qui mettent notamment en avant des réalisations d'auteurs, de producteurs et de distributeurs de la Communauté française.

CHAPITRE VII. — *Emissions sportives*

Art. 17. L'entreprise diffuse des émissions d'information sportive ouvertes à l'éventail de disciplines le plus large possible.

CHAPITRE VIII. — *Emissions destinées à la jeunesse*

Art. 18. L'entreprise réalise un effort particulier dans le domaine de la production et de la coproduction originale d'émissions télévisées de qualité pour la jeunesse et de la diffusion de telles émissions. Pour autant que l'équilibre financier global de l'Entreprise soit atteint, les recettes tirées de l'exploitation des droits dérivés des œuvres destinées à la jeunesse, produites ou coproduites par l'Entreprise sont réinvesties par priorité dans la production ou la coproduction d'œuvres de même nature.

CHAPITRE IX. — *Emissions de service*

Art. 19. L'Entreprise diffuse, tant en radio qu'en télévision, aux jours et heures d'écoute appropriés :

- a) des émissions de culte;
- b) des informations météorologiques;
- c) des messages d'information et de sécurité routière;
- d) des avis de recherche de personnes disparues ou suspectées de crimes et délits, à la demande des autorités judiciaires;
- e) en fonction des disponibilités techniques, des avis, brefs et à caractère général, d'enquête publique en matière d'urbanisme, d'environnement et d'aménagement du territoire, fournis ou financés par les autorités compétentes de la Région wallonne et de la Région de Bruxelles-Capitale.

Art. 20. Tant en radio qu'en télévision, l'Entreprise arrête un plan d'urgence, en concertation avec les autorités fédérales, régionales ou provinciales compétentes, qui contient les procédures d'alerte et d'avertissement à la population susceptibles d'être diffusées, tant pendant qu'après les émissions, en cas de catastrophe naturelle, d'accident industriel ou nucléaire, d'attentat comportant des risques graves pour la population.

Elle communique ce plan au Gouvernement de la Communauté française dans les trois mois de l'entrée en vigueur du présent contrat de gestion.

Art. 21. L'Entreprise diffuse en télévision :

- a) des émissions destinées aux malentendants. Notamment, et dans la mesure de ses possibilités, elle assure par tout moyen adéquat, la compréhension par les malentendants du journal du début de soirée;
- b) des émissions de télétexte ou des émissions de même nature répondant aux mêmes objectifs, et diffusant notamment des offres d'emploi.

CHAPITRE X. — *Emissions concédées*

Art. 22. Selon les modalités qu'il détermine, le conseil d'administration de l'Entreprise peut concéder des émissions, tant en radio qu'en télévision, à des associations représentatives agréées à cette fin par le Gouvernement.

La diffusion de ces émissions est assurée gratuitement par l'Entreprise.

Art. 23. Dans la mesure de ses possibilités, sous son autorité et selon des modalités qu'elle détermine, l'Entreprise peut mettre à la disposition des associations représentatives reconnues, les installations, le personnel et le matériel nécessaire aux émissions qui leur sont confiées.

CHAPITRE XI. — *Emissions de nature commerciale*

Art. 24. L'Entreprise est autorisée à diffuser toute émission de nature publicitaire et commerciale, tant en radio qu'en télévision, dans le respect des dispositions légales, décrétales et réglementaires en vigueur et du présent contrat de gestion.

Art. 25. Sans préjudice des dispositions du décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel en matière d'émissions publicitaires, l'Entreprise doit respecter les règles particulières suivantes :

1. En télévision, le temps de transmission consacré à la publicité commerciale, telle que définie par le décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel, sur chacune des chaînes de la R.T.B.F., ne doit pas dépasser une durée journalière moyenne de six minutes par heure de transmission.

Sans préjudice de l'alinéa précédent, le temps de transmission quotidien consacré à la publicité commerciale, sur chacune des chaînes de la R.T.B.F., entre 19 et 22 heures, ne doit pas dépasser une durée de vingt et une minutes. Cette durée est portée à vingt-quatre minutes à concurrence de, au plus, soixante-trois jours par an.

Ce plafond de 24 minutes ne peut être atteint plus de douze jours par mois. Par ailleurs, par période de douze mois prenant cours le 1^{er} octobre de chaque année, le nombre de mois où ce dernier plafond de douze jours par mois est atteint ne peut dépasser quatre.

Le temps de transmission consacré aux écrans publicitaires à l'intérieur d'une période donnée d'une heure ne doit pas dépasser douze minutes.

2. En télévision comme en radio, la publicité commerciale ne peut faire appel, pour la partie sonore ou visuelle de l'émission, aux journalistes engagés par l'Entreprise, en qualité d'agents statutaires ou contractuels, pour réaliser des programmes.

3. La publicité ne peut interrompre les programmes, notamment les films, ou les différentes séquences d'un même programme.

En radio comme en télévision, la publicité commerciale ne peut interrompre les émissions d'information, ni les émissions dramatiques ou d'art lyrique, sauf durant les interruptions naturelles.

4. En télévision, la publicité commerciale est interdite pour les biens et services suivants :

- a) les médicaments visés par la loi du 25 mars 1964 sur les médicaments;
 - b) les substances visées par l'arrêté royal du 6 mai 1922 concernant la vente des désinfectants et des antiseptiques et par l'arrêté royal du 31 décembre 1930, concernant le trafic des substances soporifiques et stupéfiants, pris en application de la loi du 24 février 1921;
 - c) le tabac, les produits à base de tabac et les produits similaires, visés par l'arrêté royal du 20 décembre 1982, relatif à la publicité pour le tabac, les produits à base de tabac et les produits similaires;
 - d) les boissons alcoolisées titrant plus de 20 degrés;
 - e) les biens ou services évoquant directement ou indirectement, des marques de tabac, de produits à base de tabac ou similaires, ainsi que des boissons alcoolisées titrant plus de 20 degrés;
 - f) les armes;
 - g) les jouets imitant des armes à feu ou susceptibles d'induire des comportements violents, racistes ou xénophobes;
 - h) les agences matrimoniales et les clubs de rencontre, y compris par messagerie électronique.
5. En télévision, la publicité commerciale :

a) pour les produits diététiques autres que ceux qui font l'objet d'une référence comme médicaments visés à l'annexe de l'arrêté royal du 4 août 1983 relatif aux denrées alimentaires destinées à une alimentation particulière doit clairement mentionner pour quel régime le produit déterminé est conseillé et ne peut faire mention de maladies humaines ou de personnes atteintes de maladies, sauf dérogations prévues par l'arrêté royal du 4 août 1983 précité;

b) pour les confiseries contenant du sucre est autorisée moyennant l'insertion d'un avertissement, sous quelque forme que ce soit, indiquant l'incidence de ce type de produit sur la santé;

c) pour les véhicules motorisés ne peut être fondée sur la promotion de la vitesse.

6. En télévision, la publicité commerciale :

a) ne peut faire référence à des tests comparatifs effectués par des organisations de consommateurs;

b) ne peut comporter aucun élément écrit, verbal, visuel ou sonore qui, directement ou indirectement par exagération ou ambiguïté, soit susceptible d'induire en erreur le consommateur;

c) ne peut utiliser indûment des termes techniques ou scientifiques, ni les présenter de manière à provoquer une interprétation erronée;

d) ne peut recourir à des résultats de recherche, à des citations tirées d'ouvrages scientifiques que si tous risques de confusion, d'ambiguïté ou de généralisation abusive sont évités;

e) ne peut utiliser les recommandations, références, citations ou déclarations, qu'avec l'accord formel de leurs auteurs ou de leurs ayants droit et qu'à la condition qu'elles soient authentiques et véridiques.

7. L'Entreprise veille à ce que les annonceurs ou leurs agences de publicité puissent, à toute demande, produire la preuve établissant le bien-fondé de tous les éléments objectifs des messages de publicité, tels que définis ci-dessus.

CHAPITRE XII. — *Promotion de la diffusion d'œuvres européennes et d'œuvres d'expression française*

Art. 26. En application de l'article 24bis, § 1^{er}, du décret sur l'audiovisuel du 17 juillet 1987 et dans le respect de l'article 6 de la Directive 89/552/CEE du 3 octobre 1989 visant à la coordination de certaines dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres relatives à l'exercice d'activités de radiodiffusion télévisuelle telle que modifiée s'il y a lieu, l'Entreprise doit assurer, dans l'ensemble de sa programmation télévisée, au moins 51 % de son temps de diffusion, à l'exclusion du temps consacré aux informations, aux manifestations sportives, aux jeux, à la publicité, aux services de télétexte et à la mire, à des œuvres européennes, en ce compris des œuvres originales d'auteurs relevant de la Communauté française.

Art. 27. Sont exclus du temps de diffusion visé à l'article 26 :

— pour l'information : les journaux télévisés, les flashes d'information, les interviews et les débats;

— pour les manifestations sportives : la transmission en direct ou en différé, en totalité ou en partie, de compétitions sportives telles que mises en œuvre par leurs organisateurs;

— pour les jeux : les émissions de compétition ou de divertissement nécessitant des moyens de production réduits;

— la publicité;

— les services de télétexte;

— la mire.

Art. 28. En télévision, l'Entreprise assure dans l'ensemble de sa programmation, au moins 33 % de son temps de diffusion, à l'exclusion du temps consacré aux informations, aux manifestations sportives, aux jeux, à la publicité, aux services de télétexte et à la mire, à des œuvres dont le tournage, la réalisation ou la production déléguée sont assurés par des professionnels d'expression française.

Art. 29. En radio, l'Entreprise diffuse quotidiennement des œuvres d'auteurs, de compositeurs, d'artistes-interprètes ou de producteurs de la Communauté française.

Art. 30. Dans la mesure de ses possibilités techniques, et selon les modalités qu'elle détermine, l'Entreprise met son infrastructure, telle que ses studios d'enregistrement, à la disposition des artistes-interprètes de la Communauté française et de ses producteurs indépendants.

CHAPITRE XIII. — *Contribution au développement de l'industrie audiovisuelle indépendante*

Art. 31. L'Entreprise contribue activement au développement de l'industrie audiovisuelle en Communauté française de Belgique, dans les Etats membres de l'Union européenne et dans les pays de la francophonie, par une politique appropriée de contrats cadres ou ponctuels avec des producteurs indépendants d'organismes de radiodiffusion sonore ou télévisuelle.

Art. 32. En vue de réaliser l'objectif visé à l'article 31, et en application de l'article 24bis, § 2, du décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel, l'Entreprise affecte une part de ses ressources et de ses moyens, déterminée annuellement par le conseil d'administration, mais qui ne peut être inférieure à cent millions indexés annuellement, et pour la première fois à la date anniversaire de l'entrée en vigueur du présent contrat, en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation défini à l'article 51, § 1^{er}, à des contrats de coproduction, de captation et/ou d'achats de droits d'émissions, réalisés avec des producteurs indépendants d'organismes de radiodiffusion sonore ou télévisuelle, dont la résidence ou le siège social est situé dans un Etat membre de l'Union européenne.

Art. 33. Est considérée comme producteur indépendant pour l'application de l'article 31 la personne physique ou morale qui, cumulativement :

— est dotée d'une personnalité juridique distincte de celle d'un radiodiffuseur;

— est libre de définir sa politique commerciale;

— n'est pas liée à un organisme de radiodiffusion;

— ne dispose, de manière directe ou indirecte, d'aucune minorité de blocage dans un quelconque organisme de radiodiffusion ou dans le capital de laquelle aucun organisme de radiodiffusion ne possède une minorité de blocage.

Art. 34. Dans l'affectation des ressources et moyens visés à l'article 32, l'Entreprise opère une ventilation en fonction des différents types d'émissions visées au présent contrat de gestion.

Art. 35. Dans les ressources visées à l'article 32 sont comprises les recettes prévues par la convention cadre signée le 2 mars 1994 par le Ministre responsable de l'audiovisuel et trois associations professionnelles représentatives.

CHAPITRE XIV. — *Collaborations avec les télévisions locales et communautaires*

Art. 36. L'Entreprise veille à développer avec les télévisions locales et communautaires de la Communauté française des synergies en matière :

- d'échanges d'images, de reportages et de programmes, dans le respect des règles professionnelles et déontologiques des professions concernées;
- de coproduction de magazines;
- de diffusion de programmes;
- de prestations techniques et de services;
- de participation à des manifestations régionales;
- de prospection et diffusion publicitaires.

Art. 37. L'Entreprise invite, une fois par an au moins, un représentant de l'A.S.B.L. Vidéotrame à l'une des réunions de son conseil d'administration ou de son comité permanent pour débattre des questions visées au présent chapitre.

CHAPITRE XV — *Collaborations avec la presse écrite*

Art. 38. Dans le respect de l'article 26, § 3, du décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel, l'Entreprise met en œuvre, selon les modalités prévues au présent chapitre, des collaborations visant au maintien et au développement du pluralisme de la presse écrite d'opinion ou d'information générale, tant quotidienne que périodique, en Communauté française de Belgique.

Art. 39. L'Entreprise verse annuellement au Fonds de développement de la presse écrite institué par le gouvernement de la Communauté française, une part correspondant à 3 % des ressources brutes provenant de la publicité commerciale.

CHAPITRE XVI. — *Collaborations avec le cinéma*

Art. 40. L'Entreprise conclut des accords d'échange d'espaces promotionnels consacrés à des collaborations établies de commun accord avec les organes professionnels représentatifs du cinéma, et visant la promotion des films distribués en salle, en particulier les films produits en Communauté française, ainsi que les manifestations cinématographiques telles que les festivals.

CHAPITRE XVII. — *Collaborations avec les radios privées*

Art. 41. L'Entreprise verse annuellement au Fonds d'aide à la création radiophonique, une part correspondant à 2 % du produit des ressources nettes de la publicité commerciale, qu'elle obtient en radio, déduction faite de la T.V.A., des commissions de régies et de l'intervention en faveur de la presse écrite visée à l'article 39.

CHAPITRE XVIII. — *Coopérations internationales*

Art. 42. L'Entreprise adhère aux associations, institutions et organismes internationaux de radio-télévision utiles à l'accomplissement de sa mission de service public et des missions spécifiques éventuelles confiées par le Gouvernement de la Communauté française, et en tout cas :

- à l'Union européenne de Radiodiffusion (UER);
- au Conseil international des Radios-Télévisions d'Expression française (CIRTEF)
- à la Communauté des Radios publiques de Langue française (CRPLF);
- à la Communauté des Télévisions francophones (CTF),

dans les conditions prévues par le statut de ces organisations.

Art. 43. L'Entreprise tend à promouvoir les échanges et la production commune des programmes de radio et de télévision avec les organismes, prioritairement publics, de radio et de télévision des pays européens et des pays appartenant à la Francophonie.

Art. 44. L'Entreprise est actionnaire, pour compte de la Communauté française, de la S.A. Satellimages-TV5. Selon les modalités fixées par des accords particuliers conclus avec cette société, elle met en œuvre des collaborations notamment par la mise à disposition de celle-ci des émissions ou extraits d'émissions francophones de télévision, aux fins d'une diffusion par satellite. Ces collaborations sont mises en œuvre sans but lucratif, sans préjudice cependant d'accords spécifiques conclus notamment pour les émissions sportives. Le Gouvernement attribue le montant nécessaire à l'exécution de cette mission, révisable annuellement.

Art. 45. Selon des modalités qu'elle détermine, et dans la mesure de ses moyens budgétaires, l'Entreprise établit des relations de partenariat avec des organismes de radiodiffusion à vocation internationale, utile à l'accomplissement de sa mission. Dans ce cadre, elle collabore notamment avec :

- la chaîne télévisée franco-allemande ARTE;
- la chaîne télévisée paneuropéenne d'information EURONEWS;
- la chaîne télévisée paneuropéenne du sport EUROSPORT.

CHAPITRE XIX. — *Dispositions techniques*

Art. 46. § 1^{er}. L'Entreprise peut assurer le service universel tel que défini à l'article 3 du décret du 14 juillet 1997 et à l'article 3 du présent contrat par le biais de la diffusion par câble ou par satellite ou tout autre système qui répond aux mêmes objectifs pour autant que, par avenant à la présente convention, le Gouvernement en agréé les modalités.

§ 2. En ce qui concerne le programme généraliste visé à l'article 1^{er}, b, en cas de service universel assuré par le câble, l'Entreprise assure en parallèle une diffusion par satellite ou tout autre système qui répond aux mêmes objectifs. Cette diffusion peut être cryptée pour autant que l'Entreprise mette à disposition des particuliers qui en font la demande, un système de décodage approprié. La mise à disposition peut être faite à titre onéreux. Toutefois, l'Entreprise ne peut, pour ce faire, demander un prix annuel dépassant la moitié du montant de la redevance radio-télévision pour l'année concernée.

Art. 47. Conformément à l'article 8 du décret du 14 juillet 1997 portant statut de la R.T.B.F., le Gouvernement met à la disposition de la R.T.B.F. les fréquences hertziennes nécessaires à la diffusion, d'une qualité optimale, des programmes visés à l'article 1^{er} du présent contrat et de tout autre programme de l'Entreprise.

Toute modification effectuée aux attributions de fréquences existant légalement au moment de la signature du présent contrat de gestion fera l'objet d'un avenant à celui-ci.

CHAPITRE XX. — *Filiales*

Art. 48. L'Entreprise informe le Gouvernement de toute évolution dans le capital des filiales entraînant une modification de la majorité du conseil d'administration de celle-ci.

CHAPITRE XXI. — *Dispositions financières*

Art. 49. § 1^{er}. En contrepartie de la réalisation, dans l'esprit du préambule du présent contrat, de sa mission de service public telle que définie dans le décret du 14 juillet 1997, l'Entreprise reçoit une subvention dont le montant s'établit à 6 160 100 000 FB pour 1997.

§ 2. La subvention reçue par l'Entreprise à partir de 1998 ne pourra en aucun cas être inférieure à un montant de 6 060 100 000 FB indexé en application de l'article 51, § 1^{er}.

Art. 50. § 1^{er}. En outre, des indemnités complémentaires spécifiques sont versées pour les missions suivantes :

a) des actions spécifiques de mise en valeur de la Communauté française qui ne rentrent pas dans le cadre d'autres obligations prévues au présent contrat de gestion;

b) la participation de l'Entreprise dans TV5 pour compte de la Communauté, visée à l'article 45;

c) la couverture des charges de l'emprunt contracté pour la reconstruction du pylône de Wavre, selon le plan d'amortissement.

§ 2. Les montants visés au § 1^{er} sont respectivement pour 1997 :

a) 9 000 000 FB

b) 151 000 000 FB

c) 26 800 000 FB

La subvention spécifique du point b sera de 157 000 000 FB pour 1998.

§ 3. Toute mission spécifique complémentaire exécutée en vertu de l'article 4 du décret du 14 juillet 1997 portant statut de la R.T.B.F. fait l'objet d'un avenant annexé au présent contrat.

Art. 51. § 1^{er}. Le montant de la subvention fixé à l'article 49, § 2, est adaptée annuellement, et pour la première fois en 1998, en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation, défini par l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays, dit "indice santé".

Lors de l'élaboration du budget de la Communauté, une provision pour indexation de la subvention est constituée en fonction de l'évolution estimée et liquidée selon les mêmes modalités que la subvention de base. Il sera fait usage des paramètres utilisés pour l'élaboration du budget de la Communauté.

Une régularisation est effectuée une fois connue la variation effective de l'indice-santé.

§ 2. Le Gouvernement peut cependant réduire le montant résultant de l'application du § 1^{er} en cas d'évolution négative de la situation budgétaire générale de la Communauté française.

§ 3. La mise en œuvre par le Gouvernement de la possibilité prévue au § 2 ne peut avoir pour effet de faire varier à la baisse la subvention de l'Entreprise, dans une proportion supérieure à celle de l'ensemble des dépenses primaires de la Communauté française, diminuées du montant des dotations à la Région wallonne et à la COCOF.

§ 4. En cas de mise en œuvre, par le Gouvernement de la possibilité prévue au § 2, une concertation s'engage entre le Gouvernement et l'Entreprise. Celle-ci conduit, s'il échet, à une modification des obligations de l'Entreprise par la voie d'un avenant au présent contrat de gestion.

§ 5. Lors de la survenance d'un événement imprévisible assimilable au cas de force majeure ou en cas de charges nouvelles imposées à l'entreprise, résultant d'événements extérieurs à l'action ou à la volonté des parties, une concertation s'engagera entre le gouvernement de la Communauté française et l'entreprise sur la modification du présent contrat par voie d'avenant.

Les parties conviennent d'ores et déjà qu'en cas d'évolution défavorable pour l'Entreprise du litige pendant, au moment de la signature du présent contrat, entre l'Entreprise et certains ou tous les cablodistributeurs qui distribuent ses programmes, relatif au paiement de la rémunération due par les cablodistributeurs pour cette distribution, le contrat sera revu de commun accord dans le mois d'une demande de modification notifiée par l'Entreprise.

§ 6. Les subventions spécifiques visées à l'article 50, § 1^{er} et 2, du contrat de gestion sont révisibles annuellement. Pour ce qui concerne la participation à la S.A. Satellimages-TV5, cette révision se fait notamment sur la base des décisions du sommet des chefs d'Etats francophones.

§ 7. La subvention visée à l'article 49, § 2, est versée en douze mensualités égales au plus tard le dernier jour ouvrable de chaque mois.

En cas d'absence de budget de la Communauté française au 1^{er} janvier, des douzièmes provisoires, calculés sur la base de la subvention allouée l'année antérieure, sont versés mensuellement à l'Entreprise.

Pour l'année 1997, le montant visé à l'article 49, § 1^{er}, et liquidé conformément à l'alinéa précédent, est diminué de cent millions. Ce solde de cent millions sera liquidé en 1998 en une seule fois.

§ 8. En cas de retard de paiement, toute somme due sera majorée d'un intérêt de retard calculé au taux légal.

Art. 52. Lorsque l'Entreprise contracte un emprunt avec la garantie de la Communauté française, cet emprunt ne peut couvrir que des dépenses d'investissement, telles que prévues par le plan d'investissement arrêté par le conseil d'administration de l'Entreprise, sauf autorisation préalable du Gouvernement de couvrir des dépenses d'une autre nature par ces emprunts.

Ces emprunts ne peuvent être conclus que pour une durée égale, au maximum, à la durée d'amortissement des biens qu'ils permettent d'acquérir, telle que déterminée par les règles d'amortissement arrêtées par le conseil d'administration de l'Entreprise.

Art. 53. Les emprunts contractés par l'Entreprise avec la garantie de la Communauté française doivent, après mise en concurrence entre les principaux organismes prêteurs, être conclus avec celui qui offre le taux d'intérêt le plus attractif, tenant compte notamment des facultés de remboursement anticipé sans indemnité, et des durées et modalités de révision.

Art. 54. Les emprunts contractés par l'Entreprise avec la garantie de la Communauté française sont soumis à l'approbation du Gouvernement de la Communauté française.

CHAPITRE XXII. — *Compte de résultat prévisionnel*

Art. 55. En application de l'article 25, b, 1^o, du décret du 14 juillet 1997 portant statut de la R.T.B.F., l'Entreprise établit un compte de résultat prévisionnel qui est constitué :

a) de l'acte par lequel l'Entreprise évalue ses recettes et ses dépenses, quelles qu'en soient l'origine et la cause, au cours de l'année pour laquelle il est élaboré;

b) d'un plan d'investissement justifiant la charge d'amortissement des biens dont l'acquisition est prévue durant l'exercice de l'année en cours.

Un exposé général définissant les grandes lignes d'action de l'Entreprise pour l'année concernée est joint au compte.

CHAPITRE XXIII. — *Programme prévisionnel d'activités*

Art. 56. En application de l'article 25, b, 2°, du décret du 14 juillet 1997 portant statut de la R.T.B.F., l'Entreprise présente en même temps que le compte de résultat prévisionnel un programme prévisionnel d'activités reprenant l'ensemble des activités de production et d'achat de l'Entreprise rentrant dans le cadre de sa mission de service public ainsi que la valorisation des moyens qui y sont affectés.

CHAPITRE XXIV. — *Comptabilité*

Art. 57. Dans le respect des dispositions prévues au Chapitre IV du décret du 14 juillet 1997 portant statut de la R.T.B.F., l'Entreprise se dote des instruments comptables lui permettant :

- 1° de déterminer le montant et l'évolution de ses coûts de production et de diffusion;
- 2° d'identifier ses charges fixes et variables.

CHAPITRE XXV. — *Affectation des bénéfices*

Art. 58. § 1^{er}. L'Entreprise affecte ses bénéfices par priorité, à des activités de production d'émissions, à l'amélioration qualitative et quantitative de celles-ci et à son développement technique.

§ 2. Les recettes exceptionnelles sont affectées par priorité au remboursement ou au service de la dette de l'Entreprise.

CHAPITRE XXVI. — *Marchés publics*

Art. 59. La loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services est applicable à l'Entreprise.

CHAPITRE XXVII. — *Médiation*

Art. 60. L'Entreprise veillera à accorder une attention particulière aux avis et aux demandes d'information des auditeurs et téléspectateurs.

Elle assurera par ailleurs le suivi des plaintes écrites. A cette fin, l'Entreprise organisera un enregistrement centralisé des plaintes et du suivi apporté. Elle coordonnera la procédure de traitement des dossiers qui sera assuré par les directions concernées.

CHAPITRE XXVIII. — *Sanction*

Art. 61. En cas d'exécution défailante par l'Entreprise d'une des obligations qui lui incombent en vertu du présent contrat de gestion et du décret du 14 juillet 1997 portant statut de la R.T.B.F., dûment constatée par un rapport des commissaires du Gouvernement ou par un avis du Conseil supérieur de l'audiovisuel, le Gouvernement de la Communauté française, après avoir mis en demeure le conseil d'administration et à l'échéance d'un délai d'un mois donné à l'entreprise pour satisfaire à ses obligations, peut imposer à celle-ci, après avoir examiné ses arguments écrits, le paiement d'une indemnité qui ne pourra en aucun cas être supérieure à 1 % du total de la subvention visée à l'article 49 versée l'année précédente.

CHAPITRE XXIX. — *Dispositions finales*

Art. 62. Un premier rapport sur la mise en œuvre des dispositions du présent contrat de gestion est transmis au Gouvernement dans les neuf mois qui suivent sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 63. Le contrat de gestion est conclu pour une durée de quatre ans.

Fait à Bruxelles, le 14 octobre 1997, en deux exemplaires, un pour chacune des parties.

Le Gouvernement de la Communauté française :

Mme L. ONKELINX,
Ministre-Présidente.

La R.T.B.F. :

E. DESCAMPE,
Président
C. DRUITTE,
Administrateur général.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 97 — 2726

[S - C - 97/29415]

14 OKTOBER 1997

Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende goedkeuring van het beheerscontract van de "Radio-Télévision belge de la Communauté française" (R.T.B.F.)

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980, inzonderheid op artikel 9, lid 2;

Gelet op het decreet van 14 juli 1997 houdende het statuut van de "Radio-Télévision belge de la Communauté française (R.T.B.F.)", inzonderheid op de artikelen 3, 8, 9 en 31;

Gelet op het besluit van 14 juli 1997 tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van de artikelen 33 en 36 van het decreet van 14 juli 1997 houdende het statuut van de "Radio-Télévision belge de la Communauté française (R.T.B.F.)";

Gelet op het advies van de paritaire commissie van de R.T.B.F. van 9 oktober 1997;
 Gelet op de beraadslaging van de Raad van bestuur van 10 oktober 1997;
 Gelet op de dringende noodzakelijkheid, vermits het beheerscontract vóór 14 oktober 1997 moet worden gesloten;
 Gelet op de beraadslaging van de Regering van 13 oktober 1997;
 Op de voordracht van de Minister-Voorzitster, belast met de audiovisuele sector,

Besluit :

Artikel 1. Het bij dit besluit gevoegde beheerscontract wordt goedgekeurd.

Art. 2. Het beheerscontract treedt in werking op de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 3. De heer Henry Ingberg en de heer Jean-François Raskin worden als commissarissen van de Regering aangesteld.

Art. 4. De volgende bepalingen worden opgeheven :

— het koninklijk besluit van 9 augustus 1979 betreffende radio- en televisie-uitzendingen die de R.T.B.F. toevertrouwt aan verenigingen en stichtingen (*Belgisch Staatsblad* van 22 september 1979);

— het besluit van de Executieve van 21 november 1989 tot vaststelling van bijzondere regels voor de bestemming van sommige inkomsten en de opneming van commerciële reclame in de televisieprogramma's van de "Radio-Télévision belge de la Communauté française" (R.T.B.F.) (*Belgisch Staatsblad* van 6 februari 1990);

— het besluit van de Executieve van 3 mei 1991 tot vaststelling van bijzondere regels voor de bestemming van de inkomsten uit de reclame op radio en voor de opneming van commerciële reclame in de radioprogramma's van de "Radio-Télévision belge de la Communauté française" (R.T.B.F.) (*Belgisch Staatsblad* van 7 juni 1991);

— het besluit van de Executieve van 31 augustus 1989 houdende vaststelling van een bovengrens van bepaalde inkomsten van de "Radio-Télévision belge de la Communauté française" (R.T.B.F.) (*Belgisch Staatsblad* van 3 oktober 1989);

— het besluit van de Executieve van 18 december 1991 tot vaststelling van de nadere regels voor de verdeling van de inkomsten van de "Radio-télévision belge de la Communauté française" (R.T.B.F.) uit de commerciële reclame ten voordele van de geschreven pers (*Belgisch Staatsblad* van 26 maart 1992);

— het besluit van de Executieve van 25 juli 1983 houdende goedkeuring van de financiële fondsen van de R.T.B.F.;

— het besluit van de Executieve van 26 juli 1990 tot vaststelling van de regels betreffende de vorm en de inhoud van de begrotingen en betreffende de boekhouding van de R.T.B.F. (*Belgisch Staatsblad* van 9 november 1990);

— het besluit van de Executieve van 11 mei 1993 houdende aanstelling van de commissaris van de Regering van de R.T.B.F.;

— het besluit van de Regering van 18 september 1995 houdende aanstelling van de gemachtigde van het lid van de Regering tot wiens bevoegdheid de financiën bij de R.T.B.F. behoren.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt ondertekend.

Brussel, 14 oktober 1997.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitster,
 Mevr. L. ONKELINX

BEHEERSCONTRACT

Preambule

De "Radio-Télévision belge de la Communauté française" (afgekort R.T.B.F.), een autonoom cultureel overheidsbedrijf, is de radio- en televisie-omroep van openbare dienst van de Franse Gemeenschap van België en van alle personen die erbij horen vanwege hun taal of hun cultuur. Daartoe richt het bedrijf zich tot de grootste diversiteit aan kijkers en luisteraars, waarbij zijn kenmerken toch uitkomen door een aanbod van specifieke programma's, op basis van de volgende beginsels :

— het Bedrijf vervult de opdracht van openbare dienst die het toegewezen krijgt door het decreet van 14 juli 1997 houdende het statuut van de R.T.B.F.;

— het Bedrijf verbindt zich inzonderheid ertoe :

a) federaliserende radio- en televisie-programma's te produceren, coproduceren, verwerven, programmeren en uit te zenden ter bestemming zowel van het grote publiek als van een minderheidspubliek, zonder discriminatie, inzonderheid wegens hun cultuur, ras, geslacht, ideologie, levensovertuiging of godsdienst en zonder sociale segregatie inzonderheid in verband met de leeftijd of de koopkracht. Het zal de voorrang verlenen aan het produceren en het coproduceren van deze programma's;

b) in haar programma's toegang te verlenen tot alles wat verband houdt met de actualiteit, of het inzonderheid gaat om grote rechtstreekse nieuwsuitzendingen, voornaamste sportevenementen, films of belangrijke culturele manifestaties;

c) bij te dragen tot het verstevigen van de maatschappelijke waarden, inzonderheid door een ethiek die steunt op de eerbied voor de mens en de burger;

d) wanneer mogelijk, een debat te veroorzaken en de democratische inzet van de samenleving duidelijk te maken in zijn programma's;

e) als referentie te dienen inzake technische, professionele, artistieke en culturele kwaliteit;

f) in de mate bepaald bij dit contract, met alle personen die werkzaam zijn in de sector communicatie en cultuur een geheel van synergieverbanden tot stand te brengen en in stand te houden;

g) een bijzondere inspanning leveren op het gebied van creatie, door de realisatie van originele producties aan te moedigen die inzonderheid ertoe strekken het patrimonium van de Franse Gemeenschap van België te herwaarderen en haar regionale specificiteiten in het licht te stellen;

h) zowel op radio als op televisie, programma's uit te zenden die ertoe strekken de integratie en de opvang van bevolkingsgroepen van vreemde afkomst die in de Franse Gemeenschap van België leven, te bevorderen.

— Het Bedrijf verbindt zich ertoe, telkens als de werkelijk beschikbare technische en geldelijke inkomsten het mogelijk maken, verder te gaan dan de doeleinden inzake kwaliteit en hoeveelheid van dit beheerscontract.

— Het Bedrijf zorgt ervoor dat de activiteiten die niet onder zijn opdracht van openbare dienst ressorteren de goede uitvoering van deze zoals ze bepaald wordt in dit beheerscontract, niet in het gedrang brengen.

HOOFDSTUK I. — *Radio- en televisieprogramma's. Algemene regels*

Artikel 1. Het Bedrijf zendt minstens uit :

a) op radio : een algemeen origineel programma, twee algemene originele programma's die specifiek bestemd zijn voor het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest en het Waalse Gewest en twee thematische programma's, met uitzondering van de ontkoppelingen of samenwerkingsverbanden die een gelijkwaardige oplossing bieden voor het voldoen aan de eisen van het publiek;

b) op televisie : een algemeen programma en een algemeen of thematisch programma.

Op televisie biedt het Bedrijf, volgens een dagelijks gemiddelde berekend per burgerlijk jaar, minstens zeven uur uitzendingen aan, gerealiseerd in eigen productie of in coproductie.

Art. 2. Met het oog op decentralisatie zendt het Bedrijf, zowel op radio als op televisie, programma's uit geproduceerd door de regionale productiecentra, die ervoor zorgen in deze programma's de identiteit van de gewesten te herwaarderen.

Op televisie, vertrouwt het Bedrijf, volgens een jaarlijks gemiddelde berekend op basis van periodes van drie jaar, de productie van minstens 75 % van de programma's die het produceert in het kader van de toepassing van artikel 1, b, aan zijn verscheidene regionale productiecentra toe. De algemene nieuwsuitzendingen worden uitgesloten van de berekening van de totale productie van het Bedrijf. Dit zorgt evenwel voor een actieve deelneming van de regionale productiecentra aan de productie van die nieuwsuitzendingen.

Op radio, vertrouwt het Bedrijf de productie van minstens drie vierde van de programma's die het produceert in het kader van de toepassing van artikel 1, a, met uitsluiting van de programma's van de thematische zender die het aanwijst, aan zijn verscheidene regionale productiecentra toe.

Art. 3. § 1. Met toepassing van artikel 19bis van het decreet van 17 juli 1987 over de audiovisuele sector, zowel op radio als op televisie, wordt het Bedrijf ertoe gemachtigd programma's uit te zenden door middel van gecodeerde signalen en het ontvangen ervan van een betaling afhankelijk te maken.

Die uitzending moet geschieden zonder nadeel voor de universele dienst die, onder voorwaarden die het principe van gelijkheid tussen gebruikers in acht nemen, de toegang waarborgt tot alle in artikel 1, a en b bedoelde algemene en thematische programma's die beantwoorden aan de opdracht van openbare dienst.

§ 2. Voorts wordt het Bedrijf, met toepassing van artikel 19quater van het decreet van 17 juli 1987 over de audiovisuele sector, ertoe gemachtigd de kabel te gebruiken voor andere soorten diensten dan de televisieprogramma's of radioprogramma's bestemd voor het publiek in het algemeen of voor een deel ervan.

Deze diensten kunnen de vorm hebben van signalen die geheel of gedeeltelijk gecodeerd zijn. Het ontvangen ervan kan van een betaling afhankelijk worden gemaakt.

Art. 4. Het Bedrijf moet zich schikken naar de beroepscode betreffende de uitzending van televisie-programma's die scènes met geweld bevatten, zoals die door zijn raad van bestuur op 10 mei 1993 werd bekrachtigd.

Het verbindt zich ertoe de kijkers te waarschuwen, wanneer het uitzendingen programmeert die hun gevoeligheid, vooral die van kinderen en adolescenten, kunnen kwetsen.

HOOFDSTUK II. — *Informatie-uitzendingen*

Art. 5. Het Bedrijf zendt informatie-programma's uit en produceert informatieprogramma's betreffende algemeen, internationaal, Europees, federaal, communautair, regionaal en lokaal nieuws.

Art. 6. Ten dien einde produceert en zendt het Bedrijf dagelijks ten minste de volgende onderscheiden nieuwsjournaals uit :

a) Op televisie :

— een regionaal nieuwsjournaal, van maandag tot vrijdag ten minste;

— twee algemene nieuwsjournaals.

b) Op radio :

1° achttien algemene nieuwsjournaals of -sequenties per dag op een algemeen programma;

2° vijf algemene nieuwsjournaals of -sequenties en vijf regionale nieuwsjournaals van maandag tot vrijdag ten minste op twee van de andere thematische of algemene programma's dan het programma bedoeld in 1° en in artikel 1 a. Het bedrijf zorgt er overigens voor een informatie over het geheel van Wallonië enerzijds, en Brussel, anderzijds, ter beschikking van het publiek te stellen.

Art. 7. Op televisie zendt het Bedrijf gemiddeld ten minste 3 000 minuten per jaar uit gewijd aan debatten en gesprekken over de actualiteit.

Op radio zendt het Bedrijf gemiddeld ten minste 6 000 minuten per jaar uit gewijd aan debatten en gesprekken over de actualiteit.

HOOFDSTUK III. — *Verkiezingsuitzendingen*

Art. 8. Zowel op radio als op televisie, bij Europese of federale verkiezingen, en bij verkiezingen voor de Gewest-, Gemeenschaps-, provincie- en gemeenteraden, zendt het Bedrijf, volgens door de raad van bestuur nader te bepalen regels, een reeks specifieke programma's uit.

Op televisie bestaat die reeks ten minste uit :

a) een speciaal programma waarbij de politieke, economische en sociale inzet van die verkiezingen uiteengezet wordt;

b) programma's gewijd aan informatie of debatten veertien dagen vóór de verkiezingsdag;

c) een programma waarin de uitslagen worden medegedeeld;

d) tribunes gewijd aan de betrokken partijen.

Het Bedrijf zal voorts een bijzondere aandacht schenken aan de sociale verkiezingen en, zo nodig, tribunes toekennen.

HOOFDSTUK IV. — *Uitzendingen voor cultuur, wetenschap en permanente opvoeding, magazines, documentaires*

Art. 9. Zowel op radio als op televisie zendt het Bedrijf, volgens gepaste tijdschema's en binnen de perken van een jaarlijks door de raad van bestuur vast te stellen volume, regelmatige programma's uit voor informatie, sensibilisatie en bevordering inzake cultuur, alsook levende opvoeringen, programma's die inzonderheid gewijd zijn aan literaire expressie, theater, muziek, dans, geschiedenis, film, beeldende kunsten en podiumkunsten alsook aan elke vorm van artistieke expressie en aan maatschappelijke verschijnselen, en dialectprogramma's.

Bij de uitzending van die programma's zal rekening worden gehouden met de doelgroepen in het publiek, maar ook met het recht op de culturele informatie van een zeer breed publiek.

Art. 10. Het Bedrijf zendt inzonderheid de volgende programma's uit of produceert die :

1. Op televisie, muzikale, lyrische, choreografische manifestaties en toneelstukken, met voorrang voor deze die in de Franse Gemeenschap worden geproduceerd. Het aantal manifestaties, dat niet lager dan twaalf per jaar mag zijn, wordt jaarlijks door de raad van bestuur van het Bedrijf vastgesteld.

Er wordt een bijzondere aandacht geschonken aan de verschillende vormen van hedendaagse expressie.

Bovendien wordt een maandelijks uitzending besteed aan de verschillende vormen van muzikale expressie.

Er worden regelmatig uitzendingen of sequenties besteed aan de bevordering van de literatuur.

2. Op radio, een programma dat gewijd is aan alle vormen van oude, klassieke of hedendaagse muziek. In de programma's wordt een bijzondere aandacht geschonken aan het muzikaal patrimonium van de Franse Gemeenschap en aan de verschillende vormen van muziek in de wereld. Elk jaar worden ten minste tweehonderd concerten of muzikale of lyrische manifestaties uitgezonden.

3. Het Bedrijf sluit met het grootste aantal culturele instellingen of verenigingen die onder de Franse Gemeenschap ressorteren of door deze worden gesubsidieerd, wederzijdse bevorderingsakkoorden, wanneer de vergunning voor de uitzending van werken waarop die instellingen rechten hebben, onder voorkeursvoorwaarden of kosteloos aan de R.T.B.F. wordt verleend.

Art. 11. Zowel op radio als op televisie zorgt het Bedrijf voor de regelmatige uitzending en productie, volgens een jaarlijks door de raad van bestuur vast te stellen volume, van programma's voor permanente opvoeding, inzonderheid met het oog op de vorming, de opvoeding, de voorlichting van de consumenten, de sensibilisatie voor het milieu en de leefomgeving, de gezondheidsopvoeding, een beter begrip van het sociaal, politiek en economisch leven, de informatieverstrekking aan jongeren, de opvoeding tot de media en de uitzending van populair-wetenschappelijke programma's.

Art. 12. Ter uitvoering van artikel 3 van het decreet van 14 juli 1997 richt het Bedrijf in zijn midden een commissie op waarvan de opdracht erin bestaat synergieverbanden te creëren en te ontwikkelen met alle personen die werkzaam zijn in de sector communicatie en cultuur van de Franse Gemeenschap. Vertegenwoordigers van de betrokken sectoren zullen deel uitmaken van die commissie.

Art. 13. In zijn verslag over de uitvoering van het beheerscontract legt het Bedrijf de nadruk op de voorstelling van de gegevens betreffende de artikelen 9 tot 11.

Daartoe levert het naast de bestaande gegevens inzake kijk- en luistercijfers een kwalitatief en omstandig commentaar waardoor het mogelijk wordt het effect van de culturele en opvoedkundige uitzendingen op het publiek waarvoor zij bestemd zijn, beter te evalueren.

HOOFDSTUK V. — *Ontspanningsuitzendingen*

Art. 14. Zowel op radio als op televisie, in de uitzendingen gewijd aan variénummers, moet het Franse chanson een belangrijke plaats innemen en moet het Bedrijf de artiesten van de Franse Gemeenschap, inzonderheid de nieuwe talenten, voorstellen en aan bod laten komen.

Zo moet het Bedrijf op radio ten minste 30 % muziek met Franse teksten uitzenden. Het zendt, tot beloop van ten minste 15 % van dat percentage, muzikale werken uit van componisten, uitvoerende kunstenaars of producenten van de Franse Gemeenschap.

In de uitzendingen besteed aan spelen moet het Bedrijf de capaciteit van de kandidaten op het gebied van verbeelding, ontdekking of kennis doen uitkomen.

HOOFDSTUK VI. — *Bioscoop-films en televisie-films*

Art. 15. Op televisie zendt het Bedrijf lange, middellange en korte bioscoop-films en televisie-films uit. Het stelt inzonderheid recente films van goede kwaliteit voor, in 't bijzonder van producenten en kleine en middelgrote verdelers van de Franse Gemeenschap, of die vertolkt worden door uitvoerende kunstenaars van de Franse Gemeenschap.

Art. 16. Het Bedrijf zendt regelmatig, en ten minste veertig keer per jaar, programma's van het type "Ciné club" uit, die werken van auteurs, producenten en verdelers van de Franse Gemeenschap bevorderen.

HOOFDSTUK VII. — *Sportuitzendingen*

Art. 17. Het Bedrijf zendt sportnieuwsprogramma's uit die openstaan voor de breedst mogelijke waaier van sporttakken.

HOOFDSTUK VIII. — *Uitzendingen bestemd voor de jeugd*

Art. 18. Het Bedrijf is bijzonder ijverig op het gebied van de originele productie en coproductie van kwaliteitsprogramma's voor de jeugd en van de uitzending van zulke programma's. Voor zover het globaal financieel evenwicht van het Bedrijf bereikt is, worden de inkomsten uit de exploitatie van de rechten die afgeleid zijn van de werken bestemd voor de jeugd, die door het Bedrijf worden geproduceerd of gecoproduceerd, bij voorrang opnieuw geïnvesteerd in de productie of coproductie van gelijkaardige werken.

HOOFDSTUK IX. — *Dienstuitzendingen*

Art. 19. Zowel op radio als op televisie zendt het Bedrijf op gepaste dagen en om gepaste kijk- en luisteruren de volgende programma's uit :

- a) eredienst-programma's;
- b) meteorologische informatie;

- c) boodschappen inzake verkeersinformatie en -veiligheid;
- d) berichten voor opsporing van vermiste personen of personen die van misdraad en misdrijf verdacht zijn, op verzoek van de gerechtelijke overheid;
- e) naar gelang van de technische beschikbaarheid van gegevens, korte berichten van algemene aard, betreffende openbare onderzoeken inzake stedenbouw, milieu en ruimtelijke ordening, geleverd of gefinancierd door de bevoegde overheid van het Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest.

Art. 20. Zowel op radio als op televisie stelt het Bedrijf een urgentieplan vast, in overleg met de bevoegde federale, regionale of provinciale overheden, dat voorziet in de alarm- en waarschuwingsprocedures voor de bevolking die zowel tijdens als na de uitzendingen kunnen worden uitgezonden, bij een natuurramp, een industrieel of kernongeval, een aanslag die ernstige risico's voor de bevolking teweegbrengt.

Het deelt dat plan aan de Regering van de Franse Gemeenschap mede binnen drie maanden na de inwerkingtreding van dit beheerscontract.

Art. 21. Op televisie zorgt het Bedrijf voor de uitzending van :

- a) programma's voor slechthorenden. Het zorgt inzonderheid, voor zover dit mogelijk is, door elk gepast middel, ervoor dat slechthorenden het journaal van het begin van de avond kunnen verstaan;
- b) teletekstprogramma's of gelijkaardige programma's die aan dezelfde doelstellingen beantwoorden en die inzonderheid werkaanbiedingen uitzenden.

HOOFDSTUK X. — *Uitbestede uitzendingen*

Art. 22. Volgens door de raad van bestuur van het Bedrijf nader te bepalen regels kan deze uitzendingen, zowel op radio als op televisie, uitbesteden aan representatieve verenigingen die daartoe door de Regering werden erkend.

De uitzending van die programma's wordt kosteloos door het Bedrijf verzorgd.

Art. 23. Binnen de perken van zijn mogelijkheden, onder zijn gezag en volgens door het Bedrijf nader te bepalen regels kan het de installaties, het personeel en het materieel dat noodzakelijk is voor de overgedragen uitzendingen, ter beschikking stellen van de erkende representatieve verenigingen.

HOOFDSTUK XI. — *Uitzendingen van commerciële aard*

Art. 24. Het Bedrijf wordt ertoe gemachtigd elk programma van reclame- en commerciële aard uit te zenden, zowel op radio als op televisie, met inachtneming van de geldende wets-, decreet- en verordeningsbepalingen en van dit beheerscontract.

Art. 25. Onverminderd de bepalingen van het decreet van 17 juli 1987 over de audiovisuele sector inzake reclame-uitzendingen, moet het Bedrijf de volgende bijzondere regels in acht nemen :

1. Op televisie mag de zendtijd voor commerciële reclame, zoals bepaald bij het decreet van 17 juli 1987 over de audiovisuele sector, op elk van de netten van de R.T.B.F., niet langer zijn dan een gemiddelde dagelijkse duur van zes minuten per zenduur.

Onverminderd vorig lid mag de gemiddelde dagelijkse zendtijd voor commerciële reclame, op elk van de netten van de R.T.B.F., tussen 19 en 22 uur, niet langer zijn dan éérentwintig minuten. Deze duur wordt op vierentwintig minuten gebracht tot beloop van ten hoogste drieënzestig dagen per jaar.

Dit maximum van 24 minuten mag niet langer dan 12 dagen per maand worden bereikt. Voorts mag, per periode van twaalf maanden ingaande op 1 oktober van elk jaar, het aantal maanden waarin dit laatste maximum van twaalf dagen per maand wordt bereikt, niet hoger zijn dan vier.

De zendtijd bestemd voor reclame binnen een bepaalde periode van één uur mag niet langer zijn dan twaalf minuten.

2. Zowel op televisie als op radio mag voor de commerciële reclame geen beroep worden gedaan, voor het deel van de uitzending die betrekking heeft op klank of beeld, op journalisten die, onder statutair of contractueel verband, door het Bedrijf tewerkgesteld worden, om programma's te realiseren.

3. De reclame mag de programma's, inzonderheid de films, of de verschillende sequenties van een zelfde programma, niet onderbreken.

Zowel op radio als op televisie mag de commerciële reclame noch de informatie-uitzendingen, noch de uitzendingen voor toneelkunst of lyrische kunst onderbreken, behalve gedurende de natuurlijke onderbrekingsperiodes.

4. Op televisie is de commerciële reclame verboden voor de volgende goederen en diensten :

- a) de geneesmiddelen bedoeld bij de wet van 25 maart 1964 op de geneesmiddelen;
- b) de substanties bedoeld bij het koninklijk besluit van 6 mei 1922 betreffende de verkoop van ontsmettingsstoffen en antiseptica en bij het koninklijk besluit van 31 december 1930 omtrent de handel in slaap- en verdovende middelen, genomen ter uitvoering van de wet van 24 februari 1921;
- c) tabak, produkten op basis van tabak en soortgelijke produkten, bedoeld bij het koninklijk besluit van 20 december 1982 betreffende de reclame voor tabak, voor produkten op basis van tabak en voor soortgelijke produkten;
- d) alcoholhoudende dranken met een alcoholpercentage van meer dan 20 graden;
- e) de goederen of diensten die rechtstreeks of onrechtstreeks verwijzen naar merken van tabak, produkten op basis van tabak of soortgelijke produkten, alsook van dranken met een alcoholpercentage van meer dan 20 graden;
- f) wapens;
- g) speelgoed dat vuurwapens imiteert of dat tot gewelddadige, racistische of xenofobe gedragingen aanspoort;
- h) de huwelijksbureaus en de ontmoetingsclubs, ook door middel van elektronische boodschappen.

5. Op televisie :

a) moet de commerciële reclame voor andere dieetvoedingsmiddelen dan die waarnaar verwezen wordt als geneesmiddelen bedoeld in de bijlage bij het koninklijk besluit van 4 augustus 1983 betreffende voedingsmiddelen bestemd voor bijzondere voeding, duidelijk vermelden voor welk regime het voedingsmiddel aanbevolen is en mag geen vermelding maken van menselijke ziektes of van personen die door ziekten getroffen zijn, behalve afwijkingen bedoeld bij het voormelde koninklijk besluit van 4 augustus 1983;

b) voor suikerwerk is commerciële reclame toegelaten mits vermelding van een waarschuwing, in onverschillig welke vorm, betreffende de gevolgen van een dergelijk voedingsmiddel voor de gezondheid;

c) voor motorvoertuigen mag commerciële reclame niet tot snel rijden aansporen.

6. Op televisie mag commerciële reclame :

- a) niet verwijzen naar vergelijkende tests die door consumentenorganisaties worden uitgevoerd;

b) geen schriftelijk, mondeling, beeld- of klankelement bevatten, dat, rechtstreeks of onrechtstreeks, door overdrijving of dubbelzinnigheid, de consument in de war kan maken;

c) niet ten onrechte technische of wetenschappelijke woorden gebruiken, of die zo voorstellen dat zij tot een foutieve interpretatie kunnen leiden;

d) alleen verwijzen naar onderzoeksresultaten of citaten uit wetenschappelijke werken als er geen risico van verwarring, dubbelzinnigheid of overdreven veralgemening bestaat;

e) aanbevelingen, verwijzingen, citaten of verklaringen alleen gebruiken met de uitdrukkelijke instemming van de auteurs ervan of hun rechthebbenden en op voorwaarde dat zij echt en waar zijn.

7. Het Bedrijf zorgt ervoor dat de adverteerders of hun reclamebureaus, op elk verzoek, het bewijs kunnen leveren dat voldaan is aan alle hierboven vermelde objectieve elementen van de reclameboodschappen.

HOOFDSTUK XII. — *Bevordering van de verspreiding van Europese werken en van franstalige werken*

Art. 26. Met toepassing van artikel 24bis, § 1, van het decreet van 17 juli 1987 over de audiovisuele sector en met inachtneming van art. 6 van de Richtlijn 89/552/EEG van 3 oktober 1989 betreffende de coördinatie van bepaalde wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen in de Lid-Staten inzake de uitoefening van televisie-omroepactiviteiten, zoals die in voorkomend geval werd gewijzigd, moet het Bedrijf, in zijn gehele televisie-programmering, ten minste 51 % van zijn zendtijd, met uitsluiting van de zendtijd bestemd voor nieuws, sportmanifestaties, spelen, reclame, teletekstdiensten en het testbeeld, besteden aan Europese werken, met inbegrip van originele werken van auteurs die onder de Franse Gemeenschap ressorteren.

Art. 27. Voor de in artikel 26 bedoelde zendtijd worden niet in aanmerking genomen :

- voor de informatie : televisiejournals, nieuws in het kort, interviews en debatten;
- voor sportmanifestaties : de rechtstreekse of uitgestelde, gehele of gedeeltelijke uitzending van sportcompetities zoals die door de organisatoren ervan worden voorgesteld;
- voor spelen : uitzendingen besteed aan wedstrijds- of ontspanningsuitzendingen waarvoor beperkte produktiemiddelen vereist zijn;
- reclame;
- teletekstdiensten;
- het testbeeld.

Art. 28. Op televisie moet het Bedrijf, in zijn gehele programmering, ten minste 33 % van zijn zendtijd, met uitsluiting van de zendtijd bestemd voor nieuws, sportmanifestaties, spelen, reclame, teletekstdiensten en het testbeeld, besteden aan werken waarvan het draaien, de realisatie of de gedelegeerde productie door franstalige vakmensen worden verzorgd.

Art. 29. Op radio zendt het Bedrijf dagelijks werken van auteurs, componisten, uitvoerende kunstenaars of producenten van de Franse Gemeenschap uit.

Art. 30. Binnen de perken van zijn technische mogelijkheden, en volgens modaliteiten die het bepaalt, stelt het Bedrijf zijn infrastructuur, inzonderheid zijn opnamestudio's, ter beschikking van uitvoerende kunstenaars van de Franse Gemeenschap en van zijn onafhankelijke producenten.

HOOFDSTUK XIII. — *Bijdrage tot de ontwikkeling van de onafhankelijke audiovisuele productie*

Art. 31. Het Bedrijf draagt actief bij tot de ontwikkeling van de audiovisuele industrie in de Franse Gemeenschap van België, in de Lid-Staten van de Europese Unie en in de landen van de Francophonie, door een gepast beleid inzake raamakkoorden of bepaalde akkoorden met onafhankelijke producenten van klank- of televisie-omroepinstellingen.

Art. 32. Om het in artikel 31 bepaalde doel te bereiken, en met toepassing van artikel 24bis, § 2, van het decreet van 17 juli 1987 over de audiovisuele sector, besteedt het Bedrijf een deel van zijn inkomsten en middelen, dat jaarlijks door de raad van bestuur wordt bepaald, maar dat niet lager dan honderd miljoen, jaarlijks geïndexeerd, mag zijn, voor de eerste keer op de verjaardag van de inwerkingtreding van dit contract, op grond van de evolutie van het indexcijfer van de consumptieprijzen bepaald in artikel 51, § 1, aan contracten voor coproductie, ontvangst en/of aankoop van zendrechten, ondertekend met onafhankelijke producenten van klank- of televisie-omroepinstellingen waarvan de verblijfplaats of de maatschappelijke zetel gelegen is in een Lid-Staat van de Europese Unie.

Art. 33. Voor de toepassing van artikel 31 wordt als onafhankelijke producent beschouwd, de natuurlijke of rechtspersoon die op een cumulatieve wijze :

- een rechtspersoonlijkheid bezit die verschillend is van die van een omroep;
- zijn handelsbeleid vrij bepaalt;
- niet gebonden is aan een radio-omroepinstelling;
- niet, rechtstreeks of onrechtstreeks, beschikt over een blokkeringsminderheid in ongeacht welke radio-omroepinstelling of in het kapitaal waarvan geen radio-omroepinstelling een blokkeringsminderheid bezit.

Art. 34. Bij de bestemming van de in artikel 32 bedoelde inkomsten en middelen verricht het Bedrijf een verdeling op grond van de verschillende types uitzendingen bedoeld bij dit beheerscontract.

Art. 35. In de in artikel 32 bedoelde inkomsten zijn de inkomsten begrepen die bepaald zijn bij de raamovereenkomst die op 2 maart 1994 werd ondertekend door de Minister belast met de audiovisuele sector en drie representatieve beroepsverenigingen.

HOOFDSTUK XIV. — *Samenwerking met lokale en communautaire televisies*

Art. 36. Het Bedrijf zorgt voor de ontwikkeling van samenwerkingsverbanden met lokale en communautaire televisies inzake :

- uitwisseling van beelden, reportages en programma's, met inachtneming van de beroepsregels en de beroepscode van de betrokken beroepen;
- coproductie van magazines;
- uitzending van programma's;
- technische en dienstverlenende prestaties;
- deelneming aan regionale manifestaties;
- prospectie en verspreiding op het gebied van reclame.

Art. 37. Het Bedrijf nodigt ten minste één keer per jaar een vertegenwoordiger van de V.Z.W. "Vidéotrame" uit tot één van de vergaderingen van zijn raad van bestuur of zijn vast comité om de vraagstukken bedoeld bij dit hoofdstuk te bespreken.

HOOFDSTUK XV. — *Samenwerking met de schrijvende pers*

Art. 38. Met inachtneming van artikel 26, § 3, van het decreet van 17 juli 1987 over de audiovisuele sector, brengt het Bedrijf, volgens de bij dit hoofdstuk bedoelde nadere regels, samenwerkingsverbanden tot stand met het oog op het behoud en de ontwikkeling van het pluralisme van de schrijvende opiniepers of algemene informatiepers, zowel in de vorm van dagbladen als periodieke bladen, in de Franse Gemeenschap van België.

Art. 39. Het Bedrijf stort jaarlijks aan het Fonds voor ontwikkeling van de schrijvende pers dat door de Regering van de Franse Gemeenschap werd opgericht, een deel dat overeenstemt met 3 % van de bruto-inkomsten uit de commerciële reclame.

HOOFDSTUK XVI. — *Samenwerking met de filmsector*

Art. 40. Het Bedrijf sluit akkoorden met beroepsorganen die de filmsector vertegenwoordigen, met het oog op de wederzijdse promotie van films die in bioscoopzalen worden verdeeld, inzonderheid van in de Franse Gemeenschap geproduceerde films, alsook van filmmanifestaties zoals festivals.

HOOFDSTUK XVII. — *Samenwerking met private radio's*

Art. 41. Het Bedrijf stort jaarlijks aan het Steunfonds voor creatie op radio van de Franse Gemeenschap een deel dat overeenstemt met 2 % van de opbrengst van de netto-inkomsten van de commerciële reclame waarvoor het op radio de vergunning heeft gekregen, na aftrek van de BTW, de commissies van regies en de tegemoetkoming ten gunste van de schrijvende pers bedoeld in artikel 39.

HOOFDSTUK XVIII. — *Internationale samenwerking*

Art. 42. Het Bedrijf treedt toe tot de internationale verenigingen, instellingen en organismen van radio en televisie die nuttig zijn voor de vervulling van zijn opdracht van openbare dienst en van de eventuele specifieke opdrachten die door de Regering van de Franse Gemeenschap werden toevertrouwd, inzonderheid :

- de European Broadcasting Union (E.B.U.);
- de "Conseil International des Radios-Télévisions d'Expression française (CIRTEF)";
- de "Communauté des Radios publiques de Langue française (CRPLF)";
- de "Communauté des Télévisions francophones (CTF)",

in de voorwaarden bepaald bij het statuut van die organisaties.

Art. 43. Het Bedrijf streeft naar de bevordering van uitwisselingen en de gemeenschappelijke productie van radio- en televisieprogramma's met de - prioritair openbare - radio- en televisie-omroepinstellingen van de Europese landen en de landen die tot de Francophonie behoren.

Art. 44. Het Bedrijf heeft, voor rekening van de Franse Gemeenschap, aandelen in de N.V. "Satellimages-TV5". Volgens nadere regels bepaald bij afzonderlijke akkoorden gesloten met die maatschappij, brengt het samenwerkingsverband tot stand inzonderheid door Franstalige televisie-uitzendingen of uittreksels uit Franstalige televisie-uitzendingen ter beschikking van deze maatschappij te stellen, met het oog op een uitzending via de satelliet. Die samenwerking mag geen winst oogmerk hebben, onverminderd evenwel specifieke akkoorden die inzonderheid voor sportuitzendingen worden gesloten. De Regering kent het jaarlijks herzienbare bedrag toe dat noodzakelijk is voor de uitvoering van die opdracht.

Art. 45. Volgens modaliteiten die het bepaalt, en binnen de perken van zijn begrotingsmiddelen, legt het Bedrijf partnerschapsbanden met radio-omroepinstellingen die een internationale bestemming hebben, wanneer dit nuttig is voor de vervulling van zijn opdracht. In dit kader werkt het inzonderheid samen met :

- de Frans-Duitse televisie-omroep ARTE;
- de Paneuropese informatietelevisie-omroep EURONEWS;
- de Paneuropese sporttelevisie-omroep EUROSPORT.

HOOFDSTUK XIX. — *Technische bepalingen*

Art. 46. § 1. Het Bedrijf kan de universele dienst verzorgen die bepaald is in artikel 3 van het decreet van 14 juli 1997 en artikel 3 van dit contract, door middel van de uitzending via de kabel of de satelliet of elk ander systeem dat aan dezelfde doelstellingen beantwoordt, voor zover de Regering er de nadere regels voor in een aanhangsel bij deze overeenkomst vaststelt.

§ 2. Wat het in artikel 1, b, bedoelde algemeen programma betreft, als de universele dienst via de kabel wordt verzorgd, zendt het Bedrijf gelijktijdig uit via de satelliet of elk ander systeem dat aan dezelfde doelstellingen beantwoordt. Die uitzending kan gecodeerd zijn, voor zover het Bedrijf ter beschikking van de particulieren die het aanvragen, een gepaste decoder stelt. De terbeschikkingstelling kan onder bezwarende titel geschieden. Het bedrijf kan dan evenwel geen jaarprijs vragen die hoger is dan de helft van het kijk- en luistergeld voor het betrokken jaar.

Art. 47. Overeenkomstig artikel 8 van het decreet van 14 juli 1997 houdende het statuut van de R.T.B.F., stelt de Regering ter beschikking van de R.T.B.F. de hertzfrequenties die noodzakelijk zijn voor de uitzending, van optimale kwaliteit, van de programma's bedoeld in artikel 1 van dit contract en van elk ander programma van het Bedrijf.

Elke wijziging van de frequenties die op het ogenblik van de ondertekening van dit beheerscontract wettelijk toegewezen zijn, zal in een aanhangsel bij dit contract worden bepaald.

HOOFDSTUK XX. — *Dochtermaatschappijen*

Art. 48. Het Bedrijf brengt de Regering op de hoogte van elke evolutie in het kapitaal van de dochtermaatschappijen die een wijziging van de meerderheid van de raad van bestuur van het Bedrijf met zich medebrengt.

HOOFDSTUK XXI. — *Financiële bepalingen*

Art. 49. § 1. Als tegenprestatie voor de vervulling, in de geest van de preambule bij dit contract, van zijn opdracht van openbare dienst zoals bepaald in het decreet van 14 juli 1997, krijgt het Bedrijf een toelage waarvan het bedrag voor 1997 op BF 6 160 100 000 vastgesteld wordt.

§ 2. De toelage die vanaf 1998 door het Bedrijf zal worden ontvangen, zal geenszins lager mogen zijn dan een bedrag van BF 6 060 100 000, geïndexeerd met toepassing van artikel 51, § 1.

Art. 50. § 1. Specifieke bijkomende vergoedingen worden bovendien gestort voor de volgende opdrachten :

- a) specifieke acties voor herwaardering van de Franse Gemeenschap die niet worden gevoerd in het kader van andere verplichtingen bedoeld bij dit beheerscontract;
- b) de deelneming van het Bedrijf in TV5 voor rekening van de Franse Gemeenschap, bedoeld in artikel 45;
- c) het dekken van de lasten voortvloeiend uit de lening aangegaan voor de herbouw van de mast van Waver, volgens het aflossingsplan.

§ 2. De bedragen bedoeld in § 1 zijn respectievelijk voor 1997 :

- a) BF 9 000 000.
- b) BF 151 000 000.
- c) BF 26 800 000.

De specifieke toelage van punt *b* zal BF 157 000 000 voor 1998 bedragen.

§ 3. Elke bijkomende specifieke opdracht uitgevoerd krachtens artikel 4 van het decreet van 14 juli 1997 houdende het statuut van de R.T.B.F. zal in een aanhangsel bij dit contract worden bepaald.

Art. 51. § 1. Het bedrag van de toelage vastgesteld in artikel 49, § 2, wordt jaarlijks aangepast, voor de eerste keer in 1998, naar gelang van de evolutie van het indexcijfer van de consumptieprijzen bepaald in het koninklijk besluit van 24 december 1993 ter uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen, "indexcijfer voor gezondheid" genoemd. Bij het opmaken van de begroting van de Franse Gemeenschap wordt een provisie voor indexering van de toelage bepaald op grond van de geraamde evolutie, en vereffend volgens dezelfde nadere regels als de basisallocatie. Er zal gebruik worden gemaakt van de parameters die voor het opmaken van de begroting van de Franse Gemeenschap worden aangewend.

De regularisatie wordt verricht zodra de werkelijke variatie van het indexcijfer voor gezondheid bekend is.

§ 2. De Regering kan echter het bedrag verminderen dat voortvloeit uit de toepassing van § 1, als de evolutie van de algemene begrotingstoestand van de Franse Gemeenschap negatief is.

§ 3. De aanwending door de Regering van de in § 2 bepaalde mogelijkheid kan niet tot gevolg hebben dat de toelage voor het Bedrijf lager zou zijn in een grotere verhouding dan voor het geheel van de basisuitgaven van de Franse Gemeenschap, verminderd met het bedrag van de dotaties aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie.

§ 4. Als de Regering de in § 2 bedoelde mogelijkheid aanwendt, komt een overleg tot stand tussen de Regering en het Bedrijf. In voorkomend geval leidt dit overleg tot een wijziging van de verplichtingen van het Bedrijf door middel van een aanhangsel bij dit beheerscontract.

§ 5. Wanneer zich een onverwachte gebeurtenis voordoet die kan worden gelijkgesteld met overmacht of wanneer er nieuwe lasten aan het Bedrijf worden opgelegd die voortvloeien uit gebeurtenissen die geen verband hebben met de actie of de wil van de partijen, wordt een overleg ondernomen tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en het Bedrijf over de wijziging van dit contract door middel van een aanhangsel.

Tussen de partijen wordt van nu af aan overeengekomen dat het contract, ingeval het geschil dat, bij de ondertekening van dit contract, zou bestaan tussen het Bedrijf en sommige of alle kabelverdelers die zijn programma's verdelen, in verband met de uitbetaling van het geld dat door de kabelverdelers voor die verdeling verschuldigd is, een ongunstige evolutie zou kennen, in onderlinge overeenkomst zou worden herzien binnen de maand die volgt op een aanvraag om wijziging waarvan door het Bedrijf kennis zou worden gegeven.

§ 6. De specifieke toelagen bedoeld in artikel 50, § 1 en § 2, van het beheerscontract zijn jaarlijks herzienbaar. Voor wat de deelneming in de N.V. Satellimages-TV5 betreft, geschiedt die herziening inzonderheid op grond van de beslissingen van de top van Franstalige Staatshoofden.

§ 7. De in artikel 49, § 2, bedoelde toelage wordt in twaalf gelijke maandelijks termijnen uiterlijk de laatste werkdag van elke maand gestort.

Als er op 1 januari geen begroting voor de Franse Gemeenschap is, dan worden voorlopige twaalfden, berekend op grond van de toelage toegekend voor het vorige jaar, aan het Bedrijf maandelijks gestort.

Voor het jaar 1997 wordt het in artikel 49, § 1, bedoelde bedrag dat overeenkomstig vorig lid uitbetaald wordt, met honderd miljoen verminderd. Dat saldo van honderd miljoen wordt in één keer in 1998 uitbetaald.

§ 8. Als de betaling te laat wordt verricht, wordt elk verschuldigd bedrag verhoogd met een nalatigheidsinterest dat volgens het wettelijke tarief wordt berekend.

Art. 52. Wanneer het Bedrijf een lening aangaat met de waarborg van de Franse Gemeenschap, kan deze lening alleen investeringsuitgaven dekken zoals die bepaald zijn door het investeringsplan dat door de raad van bestuur van het Bedrijf werd vastgesteld, behoudens als de Regering haar voorafgaandelijke toestemming verleent om door die leningen uitgaven van een andere aard te dekken.

Die leningen kunnen alleen worden aangegaan voor en duur die maximaal gelijk is aan de duur van de afschrijving van de goederen die met die leningen kunnen worden verworven, zoals die bepaald is bij de aflossingsregels vastgesteld door de raad van bestuur van het Bedrijf.

Art. 53. De leningen die door het Bedrijf met de waarborg van de Franse Gemeenschap worden aangegaan, moeten, nadat de voornaamste leningsinstellingen in concurrentie werden gesteld, worden aangegaan met deze die de meest attractieve rentevoet aanbiedt, waarbij inzonderheid rekening wordt gehouden met de mogelijkheid tot vervroegde terugbetaling zonder vergoeding, en met de duur en de nadere regels voor de herziening.

Art. 54. De leningen die door het Bedrijf met de waarborg van de Franse Gemeenschap worden aangegaan, worden aan de Regering van de Franse Gemeenschap ter goedkeuring voorgelegd.

HOOFDSTUK XXII. — *Ramende resultatenrekening*

Art. 55. Met toepassing van artikel 25, *b*, 1°, van het decreet van 14 juli 1997 houdende het statuut van de R.T.B.F., maakt het Bedrijf een ramende resultatenrekening op die bestaat uit :

- a) de akte waarbij het Bedrijf zijn ontvangsten en uitgaven raamt, welk de oorsprong of de oorzaak van ook is, gedurende het jaar waarvoor zij is opgesteld;
- b) een investeringsplan houdende verantwoording van de lasten voor de afschrijving van de goederen waarvan de verwerving gedurende het lopende jaar moet plaatsvinden.

Een algemene toelichting waarin de krachtlijnen van het Bedrijf voor het betrokken jaar bepaald zijn, wordt bij de rekening gevoegd.

HOOFDSTUK XXIII. — *Ramend activiteitenprogramma*

Art. 56. Met toepassing van artikel 25, *b*, 2°, van het decreet van 14 juli 1997 houdende het statuut van de R.T.B.F., legt het Bedrijf samen met de ramende resultatenrekening een ramend activiteitenprogramma voor waarin alle productie- en aankoopactiviteiten van het Bedrijf worden vermeld die in het kader van zijn opdracht van openbare dienst worden gevoerd alsook de valorisatie van de middelen die daarvoor bestemd zijn.

HOOFDSTUK XXIV. — *Boekhouding*

Art. 57. Met inachtneming van de bepalingen bedoeld in Hoofdstuk IV van het decreet van 14 juli 1997 houdende het statuut van de R.T.B.F., voorziet het Bedrijf in zijn boekhoudkundige instrumenten die de mogelijkheid verschaffen :

- 1° het bedrag en de evolutie van zijn productie- en uitzendingskosten te bepalen;
- 2° zijn vaste en veranderlijke lasten te bepalen.

HOOFDSTUK XXV. — *Bestemming van de winst*

Art. 58. § 1. Het Bedrijf bestemt zijn winst bij voorrang aan activiteiten voor de productie van uitzendingen, aan kwalitatieve en kwantitatieve verbetering van deze en aan zijn technische ontwikkeling.

§ 2. Uitzonderlijke ontvangsten worden bij voorrang bestemd voor de terugbetaling of voor de dienst van de schuld van het Bedrijf.

HOOFDSTUK XXVI. — *Overheidsopdrachten*

Art. 59. De wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, is op het Bedrijf toepasselijk.

HOOFDSTUK XXVII. — *Bemiddeling*

Art. 60. Het Bedrijf zal in 't bijzonder rekening houden met de mening en de aanvragen om informatie van luisteraars en kijkers.

Het zal overigens gevolg geven aan de schriftelijke klachten. Te dien einde zal het Bedrijf ervoor zorgen dat de klachten en het gevolg dat hieraan wordt gegeven, op een gecentraliseerde wijze worden opgenomen. Het zal de procedure voor de behandeling van de dossiers coördineren die door de betrokken directies zal worden verzorgd.

HOOFDSTUK XXVIII. — *Sanctie*

Art. 61. Wanneer het Bedrijf één van de verplichtingen die krachtens dit beheerscontract en het decreet van 14 juli 1997 houdende het statuut van de R.T.B.F. opgelegd worden, niet nakomt, en wanneer dit behoorlijk wordt vastgesteld door een verslag van de commissarissen van de Regering of een advies van de Hoge Raad voor de audiovisuele sector van de Franse Gemeenschap, kan de Regering van de Franse Gemeenschap, na de raad van bestuur in gebreke te hebben gesteld en na het verstrijken van een termijn van één maand die aan het bedrijf wordt verleend om zijn verplichtingen na te komen, aan dit bedrijf, na zijn schriftelijke argumenten te hebben onderzocht, de betaling opleggen van een vergoeding die geenszins hoger mag zijn dan 1 % van het totaal van de in artikel 49 bedoelde toelage die voor het vorig jaar werd gestort.

HOOFDSTUK XXIX. — *Slotbepalingen*

Art. 62. Er wordt een eerste verslag over de toepassing van de bepalingen van dit beheerscontract aan de Regering overgezonden binnen de negen maanden die volgen op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 63. Het beheerscontract wordt voor een periode van vier jaar gesloten.

Gedaan te Brussel, op 14 oktober 1997, in twee exemplaren, één voor elke partij.

De Regering van de Franse Gemeenschap :

L. ONKELINX,
Minister-Voorzitter.

De R.T.B.F. :
E. DESCAMPE,
Voorzitter
Ch. DRUITTE,
Administrateur-generaal.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 97 — 2727

[C - 97/27623]

30 OCTOBRE 1997. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 7 septembre 1989 réglant les mesures d'exécution du décret du 20 juillet 1989 fixant les règles du financement général des communes wallonnes, modifié par le décret du 27 mars 1997 en ce qui a trait à la dotation "Logements sociaux"

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 20 juillet 1989 fixant les règles du financement général des communes wallonnes, notamment l'article 23, § 2, d), modifié par le décret du 27 mars 1997;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 7 septembre 1989 réglant les mesures d'exécution du décret du 20 juillet 1989 fixant les règles du financement général des communes wallonnes, notamment l'article 2, 16°, modifié par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 19 juillet 1990;

Considérant que le point d), § 2, de l'article 23 du décret du 20 juillet 1989 fixant les règles du financement général des communes wallonnes a été revu suite à la suppression, dans la réglementation sur les logements sociaux, du coefficient du revenu moyen imposable par commune des locataires de ces logements et que le Gouvernement wallon est chargé d'établir une formule de correction du nombre des logements sociaux en veillant à majorer le nombre des logements sociaux lorsque ceux-ci sont loués à des personnes bénéficiant de revenus faibles;

Qu'il convient d'adapter en conséquence l'article 2, 16°, de l'arrêté d'exécution du 7 septembre 1989 et d'introduire une formule de correction dans un nouveau chapitre;

Vu l'avis n° 19/1997 du Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne;

Vu l'urgence motivée par la nécessité d'obtenir très rapidement auprès des sociétés d'habitations sociales de la Région wallonne, les renseignements qui permettront de définir pour l'exercice 1997 la tranche "Logements sociaux" revenant aux communes concernées;